



LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE AU SÉNÉGAL : LA PRÉVENTION COMME ALTERNATIVE AUX PÉRILS DE SÉCURITÉ ET DE JUSTICE

Une recherche, des innovations

NUMERO 09



Le Groupe d'Etudes et de Recherches Genre et Sociétés est situé à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis; Notre principale thématique de recherche porte sur l'approche genre. Notre mission est d'institutionnaliser le genre dans l'espace académique et dans la société sénégalaise.

f [gestes/ugb](#) | t [gestesU](#)

Pr. Fatou Diop Sall, sociologue
Mme Ramata Thioune, économiste
Dr. Rosalie Diop, socio démographe
Pr. Babaly Sall, Juriste
Mme Penda Diouf Seck, présidente CLVF
Dr. Marame Cissé, sociologue
Dr. El Hadji Malick Sy Camara, socio-anthropologue
Dr. Sara Ndiaye, sociologue
Dr. Alpha Ba, sociologue
Dr. Mouhamadou Ibnou A. Kontèye, sociologue
Dr. Zeinab Kane, Juriste
M. Ousmane Niang, sociologue
M. Aboubakry Sidy Sonko, ingénieur informaticien
M. El Hadj Faye, sociologue
Mlle Fatou Dior Dieng, sociologue
M. Mansour Diagne, sociologue
Mlle Yacine Joelle Ly, juriste
M. Diabel Ndiaye, sociologue
M. Ibrahima Ndour, spécialiste en communication
M. Papa Moussa Faye, sociologue
Mlle Ndatta Gaye, sociologue
Mlle Ndoumbé Ibrahima Sy, sociologue
M. Amadou Lamine Diallo, sociologue



IDRC | CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international



INTRODUCTION

De manière générale, les violences basées sur le genre (VBG) sont confinées dans la sphère privée, où, l'État et les institutions de sécurité n'interviennent que quand il s'agit de cas considérés comme des troubles à l'ordre public. La plupart des études sur les VBG portent sur la caractérisation des violences, en tenant faiblement compte des facteurs géographiques, démographiques et socio-économiques, en plus d'être essentiellement axées sur les violences domestiques, conjugales, alors que les statistiques montrent d'une prévalence très élevée de la violence à l'endroit des jeunes filles et de jeunes femmes non engagées dans des relations de couple.

Par ailleurs, en plus d'être axées sur la victimisation des femmes, la plupart des recherches sur les VBG posent rarement la problématique de la responsabilité des structures publiques notamment pour l'effectivité des lois protégeant les femmes victimes de ces pratiques. En plus, la collecte de données qui se fait essentiellement par les organisations de défense des droits des femmes, dans des approches et méthodes souvent limitées du point de vue de la rigueur scientifique, sans être ventilées selon les caractéristiques sociodémographiques y compris l'âge, le sexe, l'appartenance ethnique et la localisation géographique, demeurent un défi de taille pour le Sénégal. Ainsi, elles ne permettent ni de cerner, ni de mieux comprendre l'ampleur du phénomène, ses causes profondes et surtout les mutations et nouvelles formes de VBG. Or des données fiables sur les VBG sont cruciales pour l'élaboration et la mise en œuvre de lois, politiques, stratégies et mesures de prévention judicieuses.

Les structures non étatiques dont des organisations de la société civile mènent des actions de plaidoyer et de soutiens juridiques aux victimes de violences. Souvent ces intervenants mènent des actions sans concertation ni interactions avec les structures publiques dans la perspective d'engager les pouvoirs publics à être plus redevables et plus réactifs aux besoins des femmes victimes de violence. En outre, ces organisations de soutien aux femmes victimes de ces VBG ne disposent pas de moyens logistiques et humains pour prendre en charge les cas de violences dont elles sont saisies.

A cela, il faut ajouter la faible interaction entre les structures et acteurs étatiques et non étatiques. En effet, le cloisonnement des actions, le manque de concertation et d'harmonisation des acteurs à différents niveaux participent à une dispersion des forces, des stratégies et des moyens pour la prévention des violences et l'assistance aux victimes mais surtout « forcer » la réactivité des pouvoirs qui en dernier ressort sont responsables de la sécurité des citoyens.

Le déficit de connaissance et de données sur les violences et leurs causes profondes justifient la nécessité de mener une recherche d'envergure nationale selon les spécificités socioculturelles, religieuses, économiques, géographiques en utilisant les opportunités qu'offrent les TIC. Une telle approche a aussi bien le mérite de déterminer les causes profondes qui permettent de réfléchir et proposer des solutions durables dans le sens d'une transformation sociale que d'offrir un outil d'alerte, d'information, de veille et de suivi. Les résultats d'une telle recherche permettent de porter et de mener des actions en collaboration avec les organisations de la société civile, les acteurs à la base et les organisations de femmes mais aussi avec l'État et les institutions internationales intervenant au Sénégal. Ces changements ne pourront pour autant intervenir que s'ils sont portés par des actions qui s'inscrivent dans une perspective de reddition des comptes facilitée par l'utilisation des TIC. Pour ce faire, la recherche ne se limite pas seulement à proposer un travail holistique tel que cela a été souvent le cas mais elle prend en compte les spécificités.

POUR QUELLES INNOVATIONS?

Des innovations majeures ont marqué la réalisation du projet.
Il s'agit entre autres :

PROMOTION D'UNE APPROCHE PRÉVENTIVE

1 pour impulser un changement de paradigme dans la problématique des violences basées sur le genre en dépassant les stratégies actuelles basées sur la répression, la réparation et la victimisation pour promouvoir une approche beaucoup plus préventive et surtout mettant l'accent sur le renforcement de la capacité de reddition des comptes des pouvoirs publics.

INNOVATION MÉTHODOLOGIQUE

2 Pour contribuer à combler l'absence de données désagrégées selon plusieurs critères (sexe, âge, localisation géographique, activité socio-professionnelle, etc.) le projet a combiné des approches quantitatives et qualitatives tenant compte des spécificités géographiques et sociodémographiques. Les chercheurs, y compris des jeunes chercheurs (hommes et femmes) se sont employés à produire des données probantes sur les incidences et les causes profondes des VBG au Sénégal. Ils ont évalué l'effectivité des stratégies existantes pour la prévention et la lutte contre les VBG et identifié les conditions requises pour renforcer les organisations de lutte contre les VBG et les structures publiques pour une meilleure prévention.

APPROCHE COLLABORATIVE

3 Le projet a privilégié une approche collaborative, en impliquant les institutions et organisations qui sont au premier front de la lutte contre ces VBG : des organisations de la société civile en particulier le Comité National de Lutte contre les violences faites aux Femmes au Sénégal (CLVF) et ses démembrements régionaux, les institutions de justice et de la sécurité (tribunaux, police, gendarmerie), les institutions chargées de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques publiques de lutte contre les VBG (Ministère de la justice, Ministère de la Santé, Ministère de la Femme, Ministère de l'Enseignement Supérieur, entre autres)

EXPÉRIMENTATION D'UNE PLATEFORME WEB-SMS

4 Le projet a introduit une innovation majeure par le développement et le test d'une plateforme «Web-SMS qui devrait pouvoir être utilisée par les organisations de défense des droits des femmes, les structures de justice et de sécurité, les medias, entre autres dans la prévention des VBG.

POUR QUELS IMPACTS ?

SUR LES CONNAISSANCES

A - La recherche a confirmé l'ampleur de la violence contre les femmes aussi bien dans la sphère privée que dans la sphère publique. Cependant, elle a permis de disposer de connaissances plus fines entre autres sur les formes, les lieux de manifestation des violences, les zones les plus endémiques, les causes de ces violences. Ces connaissances devraient permettre l'élaboration de politiques, programmes et stratégies efficaces pour la prévention des VBG.

- La recherche a montré le non fonctionnement des mécanismes et l'absence de mise en œuvre des mesures de prévention contre les VBG.

RENFORCEMENT DE CAPACITÉS

B - Les organisations de la société civile en particulier, le CLVF notamment ont vu leurs capacités accrues par l'accès à des données probantes désagrégées et des connaissances solides pour mieux bâtir leur plaidoyer et interagir avec les pouvoirs publics pour exiger des politiques, stratégies et programmes de prévention contre les VBG.

- Dans un contexte de rareté de ressources allouées à la recherche, le projet offre à la dizaine d'étudiants et étudiantes impliqués dans ce projet une plateforme d'apprentissage théorique et pratique de la recherche

INFLUENCES SUR LES POLITIQUES

C Le projet a mis à la disposition des institutions et structures impliquées dans la lutte contre les VBG de connaissances nouvelles leur permettant de développer des stratégies et politiques basées sur des données probantes.

A titre d'exemple, il faut noter les changements apportés au sein des institutions de l'enseignement supérieur sous l'impulsion de l'équipe du projet qui a développé une stratégie de communication pour une réelle influence. Ainsi le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche a signé une entente avec l'équipe du GESTES/UGB pour l'élaboration de stratégie de prévention des VBG dans les Universités du Sénégal en particulier l'élaboration et la mise en œuvre de la Charte « Violence contre les femmes: Tolérance Zéro » dans les institutions de l'enseignement supérieur du Sénégal. En outre, ce même ministère a pris la décision d'inclure les VBG dans le FIRST (Fonds d'impulsion de la recherche scientifique et technique).

Par ailleurs, avec la communication des résultats du projet, le GESTES a été cooptée comme membre du Réseau International des Femmes de la Francophonie (Genre et Action) qui a pour mandat d'œuvrer contre les discriminations et les violences contre les femmes. Le GESTES contribue à renforcer la dimension scientifique de la lutte contre les violences faites aux femmes.